

exercer ces fonctions, et n'est-ce pas à lui que revient l'honneur d'avoir constitué le ministère du Travail? C'est un point que le nouveau ministre ne doit pas perdre de vue.

Comme j'ai été associé pendant des années à des milliers d'ouvriers, dont plusieurs ont servi dans la dernière guerre et dont plusieurs aussi ont actuellement des fils et des petits-fils aux armées, je ne me contente pas d'appuyer le projet de loi. Je suis prêt à appuyer tout autre bill que l'on pourra présenter en vue de pourvoir à la réintégration de nos soldats dans les emplois civils à l'expiration de leur service.

Mêlé aux travailleurs pendant des années, j'ai partagé leurs joies et leurs peines. J'ai éprouvé avec eux la satisfaction de pouvoir compter sur un emploi continu, sur des conditions de travail raisonnables et sur un salaire suffisant, autant de choses auxquelles l'ouvrier a droit. J'ai connu leur angoisse et celle de leurs familles quand le travail manquait. Bien entendu, toute mesure visant à procurer de l'emploi à l'ouvrier aura mon appui et, même si le bill dont nous sommes saisis ne me satisfait pas pleinement, il n'en reste pas moins que c'est un pas dans la bonne voie. J'espère pouvoir contribuer, avec ceux qui prendront part à ce débat, à convaincre le ministre d'aller plus loin encore, sinon dans la mesure à l'étude, du moins dans d'autres que l'on pourra proposer plus tard. Encore une fois, le ministre est, comme moi-même, issu des rangs ouvriers; il a, comme moi, fait partie d'un syndicat car j'ai moi-même, à mes débuts, été membre d'un syndicat de transport. Aussi suis-je convaincu de son désir d'améliorer le sort de l'ouvrier. Or la plupart de nos soldats, sinon tous, sont des ouvriers.

Ce n'est pas tout le monde qui approuve ce projet de loi. J'ai lu dernièrement deux articles qui prenaient la Chambre à partie pour avoir recommandé l'étude de la réintégration et du rétablissement des militaires au lieu de continuer à considérer les moyens de poursuivre la guerre. Les auteurs soutenaient que si nous perdons la guerre, tout programme de réintégration que nous puissions adopter ne servira pas à grand-chose. Je n'approuve pas ce point de vue. Je ne suis pas défaitiste et c'est là un point de vue défaitiste. Je suis persuadé que nous allons gagner la guerre. Je sais que depuis son établissement l'Empire britannique a, à maintes reprises, essuyé de grandes défaites, mais qu'il a toujours remporté la victoire ultime et décisive et imposé les conditions de paix. Je me rappelle que pendant la dernière guerre, l'amiral Craddock perdit à Coronel toute une escadre, à l'exception d'un seul vaisseau. On nous a chassés de Gallipoli après nous avoir infligé de grandes

pertes. Le général Townsend a perdu toute une armée à Kut-el-Amara mais, par contre, nous avons eu Scapa Flow. Dans la guerre actuelle, nous avons essuyé notre première grande défaite à Dunkerque. Vinrent ensuite celles de Hong-Kong et de Singapour. Mais j'ai une confiance absolue que Dieu, dans son infinie miséricorde, assurera de nouveau la victoire de nos armes et que nous aurons le plaisir et l'honneur d'obtenir l'équivalent d'un Scapa Flow. C'est pourquoi je dis que le ministre rend au pays un fier service quand il présente un bill visant la réintégration de nos anciens combattants. Grâce aux plans projetés, le Gouvernement fait au moins un pas dans cette direction.

Le cabinet a nommé un comité spécial comprenant cinq de ses ministres pour étudier la démobilisation et la réintégration après la guerre. Puis, il a créé un comité interministériel pour étudier les problèmes de démobilisation et de réintégration. Et, en outre,—j'ignore si le Gouvernement a pris l'initiative dans ce cas, mais il se peut qu'il se soit occupé de la chose,—un comité de reconstruction a été créé comprenant des éducateurs, des chefs ouvriers, des industriels, des commerçants et d'autres personnes de marque. En outre, nous avons la Société d'immigration des dominions britanniques qui, j'espère, travaillera à réaliser la fin visée par le bill que le ministre des Pensions et de la Santé nationale (M. Mackenzie) présentera plus tard. Je parle de la mesure visant l'établissement de soldats sur des terres.

J'espère qu'après la guerre nous serons en mesure de faire venir des centaines de mille de ces soldats héroïques de la métropole, et que nous en établirons un aussi grand nombre que possible sur des terres. Puis, il y a le comité de reconstruction de la British Empire Service League. Il semble donc que l'œuvre de ces groupes ou comités, ajoutée aux résultats du projet de loi que présentera plus tard le ministre des Pensions et de la Santé nationale, et du présent bill, devrait assurer un état de choses qui rendra impossible le retour de la crise économique qui a suivi la dernière guerre,—crise dont je dirai quelques mots un peu plus tard.

Lorsque le ministre a proposé la deuxième lecture du bill, le 23 février, il a fait une brève déclaration que j'aimerais citer. Voici ses propres paroles que rapporte le hansard :

La mesure législative assurera la réintégration méthodique de dizaines de milliers d'hommes.

J'espère qu'il ne s'agissait là que d'une opinion, car nous aurons à assurer la réintégration non pas de dizaines de milliers mais de centaines de milliers d'hommes. A mon avis,